

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2940

27 octobre 2015

SOMMAIRE

AI Perfume International S.à r.l.	141116	Multilateral Trade SPF S.A.	141078
Aked (Logistics) Holdco S.à r.l.	141082	Natalfin S.A.	141078
Andromeda (Luxembourg)	141102	Nikoglobal Holding S.à r.l.	141079
Cityhold UK Holding S.à r.l.	141110	Nouvelle Bicolux S.A.	141077
CLS Palisade S.à r.l.	141117	Nuadi S.à r.l.	141080
Duroal S.A.	141081	OCM Luxembourg Yachts Holdings S.à r.l.	141081
GKfin S.A.	141112	Orkor Luxco 1 S.à r.l.	141120
GLBH Holdings S.à.r.l.	141113	Orod'elle s.à r.l.	141076
Global Logistics Services S.A.	141113	OVIVO Luxembourg S.à r.l.	141077
Guineu Inversio S.A.	141114	Palazzo Italia S.à r.l.	141074
Just Arrived S.à r.l.	141101	Paris Holdings S.à r.l.	141076
Kedima S.A.	141102	P.J.P.T. S.A.	141076
KPI Residential Property 2 S.à r.l.	141120	REA Group European Production Center ...	141109
KPI Residential Property 2 S.à r.l.	141120	Rocel S.A.	141081
Kronospan Luxembourg S.A.	141109	Roentgenium Investment S.à r.l.	141082
LBI Luxembourg Holdings S.à r.l.	141110	Sadenso Luxembourg S.A.	141102
L.C.C., Luxemburg Catering Company S.à r.l.	141110	Searchlight BMS II (Lux) S.à r.l.	141103
Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l.	141110	Sevens Investment S.à r.l.	141107
Maxnola S.A.	141081	SimonsVoss Luxco S.à r.l.	141107
McWane Luxembourg Technology, S.à r.l. ..	141110	S.M.R. S.A.	141102
Meridian Investment Capital S.A.	141080	Stelaris Capital SICAV SIF ...	141086
Monmirin S.A.	141078	Swann Management Services S.A.	141081
Montrium S.A.	141078	Urban&Civic Acquisitions 2 ...	141084

Palazzo Italia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 199.883.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

Monsieur Vincent CISZEWICZ, chef de Rang, né à Thionville (France) le 14 août 1980, demeurant à L-2551 Luxembourg, 23, Val St. André, et Monsieur Antoine dit Tony TINTINGER, conseiller culinaire, né le 12 juin 1944 à Pétange, demeurant à L-6942 Niederanven, 52, Mielstrachen.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de Palazzo Italia S.à r.l.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant-pizzeria avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques, la production, la vente et la livraison à domicile de produits alimentaires.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent parts sociales (100) d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-), chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Toutefois, elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables à tout moment par l'assemblée générale.

Les pouvoirs du/des gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa/leur nomination.

Art. 9. Chaque part sociale du capital donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les délibérations qui portent modifications des statuts ne sont valablement prises que par la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 10. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec les associés survivants, sous réserve des dispositions de l'article 6 des présents statuts.

Les héritiers, ayant droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit et sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papier et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 13. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé(e) unique ou les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 15. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales régissant la matière et notamment aux lois du 10 août 1915 et du 18 septembre 1933.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les statuts ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

Monsieur Vincent CISZEWICZ, préqualifié, quatre-vingt-dix (90) parts sociales.

Monsieur Antoine dit Tony TINTINGER, préqualifié, dix (10) parts sociales

Total: cent (100) parts sociales.

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme neuf cents euros (EUR 900.-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants qualifiés ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants de la société, pour une durée indéterminée:

Gérant administratif

Monsieur Vincent CISZEWICZ, chef de Rang, né à Thionville (France) le 14 août 1980, demeurant à L-2551 Luxembourg, 23, Val St. André.

Gérant technique

Monsieur Antoine dit Tony TINTINGER, conseiller culinaire, né le 12 juin 1944 à Pétange, demeurant à L-6942 Niederanven, 52, Mielstrachen.

La société est en toutes circonstances valablement engagée soit par la seule signature de la gérante technique, soit par la signature conjointe des deux gérants.

Pour la partie purement administrative, à l'exclusion de la partie commerciale mentionnée à l'objet social de la société, la société est valablement engagée par la seule signature du gérant administratif

2. L'adresse du siège social de la société est établie à L-2314 Luxembourg, 4, Place de Paris.

L'attention des comparants a été attirée par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article trois des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Ciszewicz, Tintinger, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 31 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27571. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 4 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152399/104.

(150167256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Paris Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 129.988.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015152400/13.

(150167225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

P.J.P.T. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 90.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015152397/10.

(150167145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Orod'elle s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 156.603.

DISSOLUTION

L'an deux mil quinze, le trentième jour de juillet.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Christian LECOMTE, commerçant, né à Verviers (Belgique) le 24 août 1956, demeurant à L-8311 Capellen, 77, route d'Arlon.

La dite partie comparante déclare être le seul et unique associé de la société Orod'elle S.à r.l.

ayant son siège à L-9991 Weiswampach, 30 Gruuss-Strooss,

constituée suivant acte du notaire Me Alex WEBER en date du 22 octobre 2010, publié au Mémorial C numéro 2722, page 130625 en date du 11 décembre 2010,

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte du même notaire, Me Alex WEBER en date du 6 juin 2013, publié au Mémorial C numéro 1892, page 90814 en date du 6 août 2013.

La dite partie comparante, représentée comme exposé ci-avant, constate que:

I. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Orod'elle S.à r.l.

II. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

III. La partie comparante est propriétaire de l'intégralité des parts sociales de ladite société.

IV. En tant que seul associé, la partie soussignée déclare expressément dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

V. La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, associé unique, déclare par les présentes se nommer personnellement, assumer et accepter, la fonction de liquidateur de la dite société.

Elle déclare par ailleurs:

- avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et

- répondre personnellement et ce de façon solidaire et indivisible de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

VI. La partie comparante déclare encore connaître parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

VII. Que la soussignée approuve encore par les présentes les comptes à ce jour.

VIII. Que partant la liquidation de la société est achevée.

IX. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'adresse privée de l'associé unique.

X. La partie comparante, liquidateur et repreneur de tout le passif et de l'actif de la société Orod'Elle S.à r.l. déclare par ailleurs connaître parfaitement la situation financière de la société, de même qu'elle déclare connaître parfaitement toutes éventuelles conséquences juridiques ou fiscales ou de toute autre nature pouvant découler de la transmission de ces participations aux parties comparantes.

Déclarations générales

La partie comparante déclare que le notaire instrumentant lui a expliqué les dispositions régissant la procédure de la liquidation des sociétés commerciales telles qu'elle est prévue par la loi sur les sociétés commerciales. Elle a persisté à procéder par le présent acte.

Déclaration en matière de blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais:

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS (EUR 1.350.-).

Toutefois, à l'égard du notaire instrumentant, la partie comparante et/ou signataire reconnaît être solidairement tenue du paiement des frais, honoraires et dépenses des présentes.

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: C. LECOMTE, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 05 août 2015. Relation: 2LAC/2015/17997. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Luxembourg, le 10 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152393/67.

(150166858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

OVIVO Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 158.614.

Les comptes annuels consolidés de Ovivo Inc., maison-mère de la Société au 31 Mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2015152395/12.

(150167383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nouvelle Bicolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9366 Ermsdorf, 4B, rue de Gilsdorf.

R.C.S. Luxembourg B 102.908.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *NOUVELLE BICOLUX S.A.*
FIDUCIAIRE ATTEN, SADIKU & ASSOCIES S.A R.L.

Référence de publication: 2015152384/11.

(150167371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Natalfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 134.154.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2012 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015152377/11.

(150166673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Monmirin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.743.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Monmirin S.A. (en liquidation volontaire)

Paul Mousel

Liquidateur

Référence de publication: 2015152359/14.

(150167068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Montrium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 167.434.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015152360/10.

(150167536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Multilateral Trade SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 11.744.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015152362/12.

(150167518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nikoglobal Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 156.806.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand fifteen, on the third day of the month of Septembre.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

SphereLux, a Luxembourg limited liability company, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 192750,

“the principal”

here represented by Mr Philippe PONSARD, ingénieur commercial, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

“the proxyholder”

by virtue of a proxy given under private seal which, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary, will be registered with the present deed for the purpose of registration.

The principal, represented as stated hereabove, declares and requests the notary to act:

1. That the limited liability company Nikoglobal Holding S.à r.l., having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 156806 was incorporated on 16 November 2010 pursuant to a deed drawn-up by Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 115 of 20 January 2011.

2. That the corporate capital of the company Nikoglobal Holding S.à r.l. amounts to USD 2,300,000 (two million three hundred thousand US Dollars) divided into 230,000 (two hundred thirty thousand) corporate units of USD 10 (ten US Dollars) each, entirely paid-up.

3. That the principal has become the sole owner of all the corporate units representing the corporate capital of the company Nikoglobal Holding S.à r.l.

4. That the principal, as sole member, hereby expressly declares that it is proceeding to the dissolution of the company with immediate effect.

5. That the activity of the company Nikoglobal Holding S.à r.l. has ceased, that the sole member takes over all the assets and that as liquidator it commits itself to pay off all the liabilities; so that the liquidation of the company is done and closed.

6. That the principal grants discharge to the managers of the company.

7. That all the books and documents of the dissolved company will be kept during a period of five years at the registered office of CF Corporate Services.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the principal, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the principal, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le troisième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

SphereLux, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 192750,

«la mandante»

ici représentée par Monsieur Philippe PONSARD, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

«le mandataire»

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La mandante, représentée comme dit ci-avant, requiert le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1. Que la société à responsabilité limitée Nikoglobal Holding S.à r.l., ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 156806, a été constituée en date du 16 novembre 2010 aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 115 du 20 janvier 2011.

2. Que le capital social de la société Nikoglobal Holding S.à r.l. s'élève actuellement à USD 2.300.000 (deux millions trois cent mille dollars américains) représenté par 230.000 (deux cent trente mille) parts sociales de USD 10 (dix dollars américains) chacune, entièrement libérées.

3. Que la mandante est devenue propriétaire de la totalité des parts sociales représentatives du capital souscrit de la société Nikoglobal Holding S.à r.l.

4. Que la mandante, en tant qu'associée unique, prononce la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat.

5. Que l'activité de la société Nikoglobal Holding S.à r.l. a cessé; que l'associée unique est investie de tout l'actif et qu'en sa qualité de liquidateur elle réglera tout le passif, de sorte que la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

6. Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la société.

7. Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège de CF Corporate Services.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la mandante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même mandante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Philippe PONSARD, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 08 septembre 2015. Relation GAC/2015/7566. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015152366/85.

(150167085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Nuadi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.456.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 Septembre 2015.

Nuadi S.à r.l.

Angeliki Alafi

Manager

Référence de publication: 2015152373/14.

(150167062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Meridian Investment Capital S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 20, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 94.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015152350/11.

(150167364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

**Maxnola S.A., Société Anonyme,
(anc. Duroal S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 136.372.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Pour: MAXNOLA S.A. (anc. DUROAL S.A.)

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015152344/14.

(150166878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

OCM Luxembourg Yachts Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et remplacent la première version déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 3 septembre 2015 sous le numéro L150162729.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152389/12.

(150166898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Swann Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7260 Bereldange, 4, rue Elterstrachen.

R.C.S. Luxembourg B 140.067.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

P. Van Halteren

Administrateur

Référence de publication: 2015152505/13.

(150167272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Rocel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 178.592.

Les comptes annuels au 31.12.13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015152471/10.

(150167250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

**Aked (Logistics) Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Roentgenium Investment S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.279.

—
In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of the month of September.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, who will be the depositary of the present deed, there

appeared:

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.188 (the "Sole Shareholder"),

represented by Maître Flora Siegert, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy which shall remain annexed to the present deed after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Roentgenium Investment S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B199.279 (the "Company"), incorporated on 30 July 2015 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial").

The articles of association of the Company have never been amended.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The item on which a resolution is to be taken is as follows:

Amendment of Article 1 of the articles of incorporation of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as follows:

"A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Aked (Logistics) Holdco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 1 of the articles of association of the Company so that Article 1 of the articles of association of the Company reads as set out in the above agenda.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,500.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am siebten Tage des Monats September.

Vor Uns, Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, welcher Letzterer in Verwahrung vorliegender Urkunde bleibt.

Ist erschienen:

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert

Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.188, (der «Alleinige Gesellschafter»),

hier vertreten durch Maître Flora Siegert, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde,

als Alleiniger Gesellschafter der Roentgenium Investment S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg, unter der Nummer B 199.279 (die «Gesellschaft»), gegründet am 30. Juli 2015 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, dabei im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial») veröffentlicht zu werden.

Die Satzung der Gesellschaft wurde nie abgeändert.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Der Punkt über den ein Beschluss getroffen werden soll ist der folgende:

Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

“Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Aked (Logistics) Holdco S.à r.l." (die „Gesellschaft“) wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.”

Danach wurde der folgende Beschluss vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Alleiniger Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden auf ungefähr 1.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. SIEGERT, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 9 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/28795. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09. September 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015152451/102.

(150166944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Urban&Civic Acquisitions 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 151.675.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand fifteen, on the seventh of August.

Before Us, Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, who will remain the depositary of the present deed.

There appeared:

Urban&Civic Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and registered with R.C.S. Luxembourg under number B 148.992,

here represented by Mr Arnaud ALBERT, a private employee residing professionally at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on August 5th, 2015 (the “Attorney”).

The said power of attorney, initialled “ne varietur” by the Attorney and the Notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Urban&Civic Holdings S.à r.l., pre-named, represented as stated above, representing the whole corporate capital, requires the Notary to act on the following:

1. Urban&Civic Acquisitions 2, a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and registered with R.C.S. Luxembourg under number B 151.675 (the “Company”), has been incorporated on February 23rd, 2010, pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 765 on April 13th, 2010;

2. The articles of association of the Company (the “Articles”) have been amended on September 19th, 2014, pursuant to a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3196 on October 31st, 2014 and have not been amended since then;

3. The share capital of the Company amounts to eleven thousand five hundred pounds sterling (GBP 11,500), represented by eleven thousand five hundred (11,500) shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each;

4. Urban&Civic Holdings S.à r.l., pre-named, acting in its capacity as sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of the Company, hereby resolves to dissolve the Company with effect from today and to put the Company into liquidation. It assumes the function of liquidator of the Company (the “Liquidator”);

5. The Sole Shareholder approves the financial statements of the Company for the period from October 1st, 2014 through July 20th, 2015, prepared by the board of managers of the Company;

6. The Sole Shareholder decides to grant full discharge to each member of the board of managers of the Company for the performance of their mandate during the period from October 1st, 2014 through July 20th, 2015;

7. The Sole Shareholder further decides to grant full discharge to Mr. Keith GREALLY, who resigned during the period from October 1st, 2014 through July 20th, 2015, from any liability arising from the performance of his duties as class B manager;

8. The Sole Shareholder waives any amounts still owed to it by the Company;

9. The Sole Shareholder declares that the activity of the Company has ceased, that all the known third party debts have been paid or fully provided for, that the Sole Shareholder is vested with all assets and hereby declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and any yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself; consequently the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed;

10. All assets and liabilities of the Company, without any restriction or limitation, shall be deemed transferred at book value to the Sole Shareholder as of the date hereof. The transfer of all assets and liabilities of the Company will be undertaken against the cancellation of the shares held by the Sole Shareholder in the Company;

11. All rights and obligations of the Company vis-à-vis third parties shall be taken over by the Sole Shareholder;

12. The declarations of the Liquidator have been certificated pursuant to a report that remains attached as appendix, established by Ms. Emilie MOREL, residing professionally at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, appointed as auditor-to-the-liquidation by the Sole Shareholder;

13. The Liquidator and Sole Shareholder has full knowledge of the Articles and the financial situation of the Company;

14. The Company is closed and the books and corporate documents of the Company will be maintained during the period of five (5) years at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

The Notary, who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, at the office the Notary, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the Notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le sept août.

Par-devant Nous, Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera le dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Urban&Civic Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 148.992,

ici représentée par Monsieur Arnaud ALBERT, employé privé résidant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 5 août 2015 (le «Mandataire»).

Ladite procuration restera, après avoir été paraphée «ne varietur» par le Mandataire et le Notaire, annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Urban&Civic Holdings S.à r.l., pré-qualifiée, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital, a requis le Notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. Urban&Civic Acquisitions 2, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 151.675 (la «Société»), a été constituée en date du 23 février 2010 suivant acte notarié de Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 765 du 13 avril 2010;

2. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés en date du 19 septembre 2014 suivant acte notarié de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3196 du 31 octobre 2014 et n'ont plus été modifiés depuis;

3. Le capital social de la Société est fixé à onze mille cinq cents livres sterling (11.500.- GBP), représenté par onze mille cinq cents (11.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'une livre sterling (1.- GBP) chacune;

4. Par la présente, Urban&Civic Holdings S.à r.l., pré-qualifiée, agissant en sa qualité d'associé unique (l'«Associé Unique») de la Société, prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation. Elle assume la fonction de liquidateur de la Société (le «Liquidateur»);

5. L'Associé Unique approuve les comptes intérimaires de la Société couvrant la période allant du 1^{er} octobre 2014 au 20 juillet 2015, préparés par le conseil de gérance de la Société;

6. L'Associé Unique décide d'accorder décharge pleine et entière aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'exercice de leur mandat pendant la période allant du 1^{er} octobre 2014 au 20 juillet 2015;

7. L'Associé Unique décide en outre d'accorder décharge pleine et entière à Monsieur Keith GREALLY, ayant démissionné au cours de la période allant du 1^{er} octobre 2014 au 20 juillet 2015, de toute responsabilité du fait de l'exercice de son mandat de gérant de catégorie B;

8. L'Associé Unique renonce à toutes les dettes lui encore dues par la Société;

9. L'Associé Unique déclare que l'activité de la Société a cessé, que les dettes connues vis-à-vis des tiers ont été payées ou provisionnées, que l'Associé Unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; par conséquent la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

10. L'universalité des éléments actifs et passifs, sans aucune restriction ni limitation, du patrimoine de la Société est considérée transférée à sa valeur comptable à l'Associé Unique à la date d'aujourd'hui. Le transfert de l'universalité des éléments actifs et passifs de la Société sera réalisé en contrepartie de l'annulation des parts sociales détenues par l'Associé Unique dans la Société;

11. Tous droits et obligations de la Société vis-à-vis des tiers seront pris en charge par l'Associé Unique;

12. Les déclarations du Liquidateur ont fait l'objet d'une vérification suivant rapport en annexe, conformément à la loi, établi par Madame Emilie MOREL, résidant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, désigné commissaire vérificateur à la liquidation par l'Associé Unique;

13. Le Liquidateur et Associé Unique a parfaitement connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société;

14. Décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exécution de leur mandat;

15. La Société est clôturée et les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq (5) ans au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Le Notaire, qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du Notaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec le Notaire le présent acte.

Signé: A Albert et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 13 août 2015. 2LAC/2015/18628. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152580/131.

(150167445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Stelaris Capital SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.791.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen,
on the twenty-seventh day of the month of August.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Mr Jean-François FELIX, company director, with professional address at avenue de La Motte Picquet, 50, 75015 Paris, France,

here represented by Mr David Luksenburg, director, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on 21 July 2015,

which initialed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the above stated capacities, has required the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a public limited liability company (société anonyme (S.A.)) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable (SICAV)), established as a specialised investment fund (Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF)), the articles of incorporation (the «Articles») of which shall be read as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Preliminary Title. Definitions

«Administrative Agent»	Any administrative agent appointed by the Company from time to time.
«Appendix»	The relevant appendix of the Investment Memorandum specifying the terms and conditions of a specific Sub-Fund.
«Articles»	The articles of incorporation of the Company.
«Board»	The board of directors of the Company.
«Business Day»	Any day other than a Saturday, Sunday or other day that is a legal holiday under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or is a day on which banking institutions or stock exchanges located in the Grand Duchy of Luxembourg are required by law or other governmental action to close.

«Class» or «Classes»	A class of Shares issued by any of the Sub-Funds and any further classes of Shares issued by any of the Sub-Funds.
«Custodian»	Any custodian appointed by the Company from time to time.
«Directors»	Any director of the Company.
«Eligible Investors»	Institutional Investors, Professional Investors and / or Well-informed Investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law.
«Euro» or «EUR»	The lawful currency of the European Union.
«Institutional Investors»	Investors who are qualified as institutional investors according to guidelines or recommendations issued by the regulatory authority from time to time.
«Investment Manager» or «Portfolio Manager»	Any person or company appointed by the Board, from time to time, to supply investment management services in connection with the management of certain Sub-Funds, as specified for each relevant Sub-Fund in the relevant Appendix of the Investment Memorandum.
«Investment Memorandum»	The investment memorandum of the Company as may be amended from time to time.
«Net Asset Value» or «NAV»	The net asset value of the Company, of each Class, each Share pursuant to the provisions set out in section «Determination of the Net Asset Value» of the relevant Appendix of the Investment Memorandum.
«Professional Investors»	Investors qualified as professional investors under Annex II of Directive 2004/39/EC on investment services and regulated markets as amended from time to time.
«Prohibited Person»	Any person, firm or corporate body: (i) Who is not a Eligible Investor; or (ii) If in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the company; or (iii) If it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or (iv) If as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.
«Redemption Day»	The Business Day as disclosed in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
«Redemption Price»	The price as specified in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
«Reference Currency»	The currency in which each Sub-Fund or Class is denominated.
«Register»	The register of Shareholder of the Company.
«Share» or «Shares»	Shares of the Company.
«Shareholder»	A holder of a Share of the Company.
«Sub-Fund» or «Sub-Funds»	Any Sub-Fund of the Company established by the Company in accordance with the Investment Memorandum and the Articles.
«Subscription Price»	The price as specified in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
«US Person»	Any resident or person with the nationality of the United States or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States or any person falling within the definition of «US Person» under such laws.
«Valuation Day»	Each Business Day as at which the Net Asset Value will be determined for each Class in each Sub-Fund as it is stipulated in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
«Well-informed Investors»	Investors who (i) adhere in writing to the status of well-informed investors and (ii) either invest a minimum of one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the Company or benefit from a certificate delivered by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, another investment company within the meaning of Directive 2004/39/EC or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC stating that they are experienced enough to appreciate in an adequate manner an investment in a specialised investment fund.

Title I. Corporate main features

Art. 1. Form & Denomination.

1.1 There is hereby established, among the subscriber and all persons who may become Shareholders thereafter, a Luxembourg company in the form of a public limited liability company (société anonyme (S.A.)) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable (SICAV)), established as a specialised investment fund (Fonds d'investissement Spécialisé (SIF)) under the name of «STELARIS CAPITAL SICAV SIF» (the «Company»).

1.2 The Company shall be governed by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended from time to time (the «2007 Law») and the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the «1915 Law»).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board.

2.2 The Board is authorised to change the address of the Company within the municipality of the statutory registered office.

2.3 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures, however, shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the 2007 Law. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the Board.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration. It may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders ruling as on matters of amendment to the Articles. However, the Board may establish Sub-Fund (s) for a limited or unlimited duration, as specified for each Sub-Fund in the Investment Memorandum issued by the Company, as amended or supplemented from time to time.

Art. 4. Object.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in the broadest sense in securities of all types, money market instruments, derivative products, cash and cash equivalents, other Luxembourg or foreign undertakings for collective investment of the open-ended / closed type as well as other assets permitted by the 2007 Law with the purpose of spreading investment risk, offering various investment opportunities and affording the Shareholders the benefit of the results of the management of the Company's Sub-funds.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by the 2007 Law as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time and may, in particular:

(i) Make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(ii) Borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(iii) Advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(iv) Enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest.

4.3 The investment objectives and policies shall be determined by the Board and shall be disclosed in the Investment Memorandum.

4.4 Investments in the Company shall exclusively be reserved to Eligible Investors as further described in the Investment Memorandum and in the 2007 Law.

4.5 The Shares or the securities issued by the Company may be redeemed compulsorily, under the conditions set forth in the Investment Memorandum and in article 11 of the Articles, if a Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law or following a transfer of Shares of the Company which has been made in breach of these articles of incorporation.

4.6 The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of the 2007 Law.

Title II. Share capital & Shares

Art. 5. Share capital / Classes of shares.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by Shares of no nominal value and shall reach the level provided for by the 2007 Law within twelve (12) months of the date on which the Company has been registered as a Specialized Investment Fund and thereafter may not be less than the level provided for by the 2007 Law. The share capital of the Company will, at all time, be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 12 hereof. As the

Company is an undertaking for collective investment with variable capital (a «Société d'Investissement à Capital Variable»), the share capital of the Company shall vary, without any amendment of the Articles (as a result of the Company issuing new Shares or redeeming its Shares).

5.2 The initial share capital of the Company is of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by thirty-one (31) fully paid up shares (the «Founding Shares») of no nominal value (the «Initial Share Capital»). The Founding Shares subscribed at the incorporation of the Company representing the Initial Share Capital may be redeemed, at any time, in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law, without any redemption fee to be borne by the founding shareholder.

5.3 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares or / and to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro.

5.4 The Shares may be subscribed by Eligible Investors, whether Shareholder or not. The Shares may, as the Board shall determine, be of one or more different Classes, the features and terms and conditions of which shall be established by the Board and disclosed in the Investment Memorandum.

5.5 The Board is authorized to issue, in accordance with article 8 hereof, an unlimited number of fully paid-up Shares without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. The Shares to be issued pursuant to article 8 hereof may, as the Board shall determine, be of different Classes. The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in any assets listed in article 4.1 hereof pursuant to the investment policy determined by the Board in the relevant Appendix of the Investment Memorandum for the relevant Sub-Fund established in respect of the relevant Class or Classes of Shares, subject to the investment restrictions provided by law or any applicable regulation.

5.6 Shares may be issued as distribution or accumulation shares following the decision of the Board. Distribution shares shall be entitled, each year, to payment of a dividend (all dividends are distributed following a decision of the Shareholders of the Company or of the relevant Sub-Fund). Accumulation shares shall not be entitled to any dividend payments.

Art. 6. Sub-funds.

6.1 The Company has an umbrella structure and the Board is entitled to establish a pool of assets constituting of a Sub-Fund within the meaning of article 71 of the 2007 Law for each Class of Shares or for two or more Classes of Shares in the manner described below. The Company constitutes one single legal entity. However, by derogation to the provisions of article 2093 of the Luxembourg civil code, each pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Shareholders of that Sub-Fund and each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund. All the rights of investors and creditors in relation to each Sub-Fund are therefore limited to the assets of the Sub-Fund. Each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity for the investors and creditors of the relevant Sub-Fund.

6.2 The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time. In the latter case, the Board may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with article 9 below, notwithstanding the provisions of article 10 below. The Board shall determine and attribute in the relevant Appendix to the Investment Memorandum, inter alia, specific investment objectives / restrictions and policies, a specific denomination, specific charging structures, specific dividend policies and specific regulations governing the subscription and the redemption of the relevant Shares. The Sub-Funds may be denominated in different Reference Currencies as the Board may determine.

6.3 At each prorogation of a Sub-Fund, the registered Shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the Register. The Investment Memorandum shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, prorogation.

6.4 Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined and issued from time to time and may, inter alia, correspond to (without being limited to):

- (i) A specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and / or,
- (ii) A specific sales and redemption charge structure and / or,
- (iii) A specific management or advisory fee structure and / or,
- (iv) A specific distribution fee structure and / or,
- (v) A specific currency and / or,
- (vi) The use of different hedging techniques in order to protect in the Reference Currency of the relevant portfolio the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation and / or,
- (vii) Any other specific features applicable to one Class.

6.5 Within a same Class of Shares Shares may be issued in a Series, each Series representing the Shares issued on a particular Valuation Date such as described in the Investment Memorandum.

Art. 7. Registered shares.

7.1 The share capital of the Company is only represented by registered Shares registered in the Register which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Board, and such Register shall contain the name

of each owner of registered Shares, his / her / its residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by her / him / it.

7.2 The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his right of ownership on such registered Shares. A holder of registered Shares shall receive upon request a written confirmation of his/her/its shareholding.

7.3 The share certificates, if any, shall be signed by any duly legal representative(s) of the Board. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified.

7.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. In the event that a Shareholder does not provide an address or that the address is no longer valid, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Board from time to time.

7.5 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his / her / its request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Board may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

7.6 Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

7.7 The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

7.8 The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.9 The transfer of registered Shares shall be effected by inscription in the Register to be made by the Company upon delivery to the Company of (i) the certificate(s) representing such Shares, (ii) any other instrument of transfer satisfactory to the Company and (iii) any other document which evidences that the transferee is a Eligible Investor.

Art. 8. Issue of shares.

8.1 The Board is authorized without limitation to issue an unlimited number of registered Shares at any time without reserving the existing Shareholders with a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. The Company may decide to issue fraction of Shares up to four decimal of a Share. Such fractions of Shares shall be entitled to participation in the net results and in the proceeds of liquidation on a pro rata basis. Such fractions shall be subject to and carry the corresponding fraction of liability (whether with respect to nominal or par value, premium, contribution, calls or otherwise howsoever), limitations, preferences, privileges, qualifications, restrictions, rights and other attributes of a whole Share of that Class.

8.2 For the purpose of issuing new Shares in a relevant Sub-Fund, the Board may impose any restrictions or limitations, in particular on the frequency at which Shares may be issued, the minimum subscription level or any other conditions, as the Board may decide (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate). The Board may, in particular, decide that Shares of any Class or Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Investment Memorandum.

8.3 The Board may, in its absolute discretion, without any liability, reject any subscription in whole or in part, and the Board may, at any time and in its absolute discretion without liability and without any notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Sub-Fund and in any Class of Shares and/or Classes.

8.4 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Shares at which such Shares are offered shall be the Net Asset Value per Shares of the relevant Class within the relevant Sub-Fund as determined in compliance with article 12 hereof as of such Valuation Day as defined in the Investment Memorandum. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board. Save for what is provided in article 8.6 hereof, subscriptions, once sent to the Board or its delegates, are irrevocable.

8.5 The payment of the issue price will be made under the conditions and within the limits as determined by the Board in accordance with the Investment Memorandum.

8.6 Subscription applications shall be received before a determined hour on a Business Day preceding a Valuation Day and the corresponding payments shall be made within the deadline set forth in the relevant Investment Memorandum and

the relevant Appendix in order to be processed at the Net Asset Value per Share determined for that Valuation Day. Failing so, subscription applications shall be processed at the Net Asset Value per Shares determined for the next Valuation Day.

8.7 The Board may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

8.8 The Board may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg laws, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such securities comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the relevant Sub-Fund of the Company.

Art. 9. Redemption of shares.

9.1 Any Shareholder may request the redemption of all or part of her / his / its Shares by the Company, under the terms and procedures set forth in the Investment Memorandum and in the relevant Appendix of the Investment Memorandum for the Shares and within the limits provided by the 2007 law, any applicable regulations and these Articles.

9.2 Redemption applications for Shares shall be received before a determined hour on a Business Day preceding a Valuation Day as provided for in the relevant Appendix of the Investment Memorandum to be processed at the Net Asset Value determined on that Valuation Day. Failing so, the redemption application shall be processed at the Net Asset Value determined on the following Valuation Day.

9.3 The Redemption Price per Share shall be paid within a specified number of days following the Redemption Day, according to the terms and conditions set forth in the relevant Appendix of the Investment Memorandum. The Redemption Price is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine provided that the share certificates, if any, and the redemption request have been received by the Company, subject to the provision of article 13 hereof.

9.4 The Redemption Price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of article 12 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Investment Memorandum for the Shares. The relevant Redemption Price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board may determine.

9.5 If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined in the Investment Memorandum, then the Board may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in the relevant Sub-Fund.

9.6 If on any given Valuation Day, redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 10 hereof exceed a certain level determined in the Investment Memorandum in relation to the number of Shares in issue of a specific Class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a specific Class is investing, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the relevant Shareholders and of the Company (but normally not exceeding two (2) Valuation Days). On the next Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

9.7 Payment to a holder of Shares shall normally be made by bank transfer. Payment shall be made in the Reference Currency of the Sub-Fund.

9.8 The Company shall have the right to satisfy payment of the Redemption Price in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets of the Company, or as the case may be, of the relevant Sub-Fund equal to the value of the Shares to be redeemed

9.9 All redeemed Shares shall be cancelled on the relevant Valuation Day.

9.10 The Company may redeem Shares whenever the Board of Directors considers a redemption to be in the best interests of Company or relevant Sub-Fund.

Art. 10. Conversion of shares.

10.1 Unless otherwise determined by the Board for certain Classes of Shares or Sub-Funds, subject to the prior agreement of the Board (such an agreement shall not be reasonably withheld), any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares of one Class into Shares of another Class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board may determine in the Investment Memorandum.

10.2 The price for the conversion of Shares from one Class into another Class shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares, calculated on the same Valuation Day not taking into account the conversion fee, if any.

10.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined in the Investment Memorandum, the Board may refuse on a discretionary basis to convert the Shares from one Class to another Class.

10.4 The Shares which have been converted into Shares of another Class or/and of another Sub-Fund shall be cancelled on the relevant Valuation Day.

Art. 11. Restrictions on ownership of shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body:

- (i) Who is not a Eligible Investor; or
- (ii) If in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Company; or
- (iii) If it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or
- (iv) If as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

Such person, firm or corporate body to be determined by the Board being herein referred to as "Prohibited Person". These conditions are not applicable to the Directors of the Board.

11.2 For such purposes, the Board is entitled to:

- (i) Decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and / or
- (ii) At any time, require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the Register to furnish with any information, supported by affidavit, which the Board may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and / or
- (iii) Decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and / or
- (iv) Where it appears to the Board that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his/her/its Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) calendar days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction of the Board, the Board may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder at the last or next Redemption Day (whichever is the lowest); and / or
- (v) To compulsorily redeem the Shares held by a Prohibited Person.

Art. 12. Net Asset Value.

12.1. The Net Asset Value per Share of each Class shall be calculated by the Administrative Agent under the ultimate responsibility of the Board with respect to each Valuation Day in accordance with Luxembourg law.

12.2. The Net Asset Value of each Sub-Fund will be provided in the Reference Currency. The Net Asset Value of each Class will be provided in the currency in which such Class is denominated.

12.3. The Net Asset Value per Share is the Net Asset Value that can be properly allocated to the relevant Class divided by the number of Shares of the relevant Class outstanding as of the relevant Valuation Day. The Net Asset Value will be rounded to four (4) decimal places.

12.4. The Subscription Price and the Redemption Price of the different Classes may differ as a result of the differing fee structure and / or distribution policy applicable to each Class.

12.5. The total net assets of the Company will be equal to the difference between the gross assets and the liabilities of the Company based on consolidated accounts prepared in accordance with Luxembourg GAAP provided that the equity or liability interests attributable to Shareholders derived from these financial statements will be adjusted to take into account the fair (i.e. discounted) value of deferred tax liabilities (calculated on an undiscounted basis) as determined by the Board in accordance with its internal rules.

12.6. The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

12.6.1 Assets of the Company

1. The assets of the Company shall include:

- (i) All cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph 12.6.1.2 below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- (iv) All stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- (v) All interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- (vi) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- (vii) All other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

2. The value of the assets shall be determined as follows:

(i) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is reduced after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) The value of transferable securities, money market instruments and any financial assets admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall be based on the last available closing or settlement price in the relevant market prior to the time of valuation, or any other price deemed appropriate by the Board;

(iii) For assets which are not listed or dealt in on any stock exchange or on any regulated market or if with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or any regulated market the price as determined pursuant to subparagraph (ii) is, in the opinion of the Board, not representative of the value of the relevant assets, such assets are stated at fair market value or otherwise at the fair value at which it is expected they may resold, as determined in good faith by or under the direction of the Board;

(iv) For unlisted securities (if any) in respect to which a valuation is not readily available, in the opinion of the Board of Directors, will be valued at fair value which is best estimated at transaction price and in the absence of any reliable estimate of the fair value, as determined at the sole discretion of the Board of Directors, the initial value shall be costs and thereafter with any reduction or increase in value (as determined by the Board of Directors) to reflect the true value thereof in compliance with the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines issued by the EVCA, the BVCA and AFIC in March 2005 and revised in October 2006 and September 2009;

(iv) The liquidating value of futures, forward or options contracts not admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall be based upon the last available closing or settlement prices of these contracts on stock exchanges and regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable;

(v) Units or shares of an open-ended undertaking for collective investment ("UCIs») will be valued at their last determined and available official net asset value, as reported or provided by such UCIs or its agents, or at their last estimated net asset values (i.e. estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values, provided that due diligence has been carried out by the Administrative Agent, in accordance with instructions and under the overall control and responsibility of the Board, as to the reliability of such estimated net asset values. The net asset value calculated on the basis of estimated net asset values of the target UCIs may differ from the net asset value which would have been calculated on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the target UCI. In case of significant differences between the estimated value and the final value of the target UCI, the Company may, at its discretion, recalculate the net asset value for the relevant period. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in items (ii) and (iii) above;

(vi) Interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Swaps pegged to indexes or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument. The valuation of the swaps tied to such indexes or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the Board.

(viii) All other securities, instruments and other assets are valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

3. For the purpose of determining the value of the Company's assets, the Administrative Agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided by:

(i) Various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters) or fund administrative agents, or

(ii) Prime brokers and brokers, or

(iii) Valuation provided by the general partner of a private equity fund, or

(iv) A valuation report prepared by the Board of Directors, or

(v) (A) specialist(s) duly authorized to that effect by the Board, or

(vi) In the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the Administrative Agent may rely upon the valuation provided by the Board.

4. Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund's and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

5. The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

6. The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

12.6.2 Liabilities of the Company

The liabilities of the Company shall include:

- (i) All loans, bills and accounts payable;
- (ii) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- (iii) All accrued or payable expenses;
- (iv) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- (v) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- (vi) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, administrative expenses, fees payable to its investment administrator and adviser, including performance fees, fees and expenses payable to its Board, auditors and accountants, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors (if any) and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable traveling costs in connection with the activity of the Board, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing Investment Memorandum, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to Shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount on a prorate basis for yearly or other periods.

12.6.3 Allocation of the assets and liabilities of the Company

1. The Board shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

(i) If two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. The proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that Class of Shares, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such Class or Classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this clause.

(ii) On each occasion when Shares are issued or redeemed, the Net Asset Value to be allocated to each Share and/or sub-class of Shares shall be increased or reduced by the amount received or paid out.

(iii) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund.

(iv) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Class or Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular class or Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Sub-Fund.

(v) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares or Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares or Sub-Fund pro rata to the net asset values of the relevant Classes of Shares or Sub-Funds or in such other manner as determined by the Board acting in good faith. Each Class of Shares or Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Class of Shares or Sub-Fund.

(vi) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions (causing a reduction in the amount of the net asset value to be allocated to the Shares of this Class). Whereas the Net Asset Value of accumulation shares shall remain unchanged (causing an increase in the amount of the net asset value to be allocated to accumulation shares).

2. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

3. In the absence of bad faith, wrongful misconduct, gross negligence or manifest error, or except where otherwise expressly decided by the Board at its sole discretion, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by a designee of the Board, under the overall responsibility of the Board, in calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and on present, past or future shareholders. The result of each calculation of the Net Asset Value shall be certified by a Director or a duly authorized representative or a designee of the Board.

4. For the purpose of this article:

(i) Shares of the Company to be redeemed/converted hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(ii) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a claim due to the Company;

(iii) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rates or rates of exchange in force on the relevant Valuation Day; and

(iv) Where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Board;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Board.

Art. 13. Suspension of the determination of the Net Asset Value.

13.1 The Board may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Class:

(i) During any period when any of the principal stock exchanges, regulated market on which a substantial plan of the Company's investments attributable to such Sub-Fund is quoted, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended; or

(ii) When political, economic, military, monetary or other emergency events beyond the control, liability and influence of the Company make the disposal of the assets of any Sub-Fund impossible under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the Shareholders; or

(iii) During any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current price or value on any market or stock exchange in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(iv) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(v) During any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

(vi) During any period when the Board so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (1) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders of the Company or a Sub-Fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a Sub-Fund and (2) when the Board is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund; or

(vii) Whenever exchanging or capital movements» restrictions prevent the execution of transactions on behalf of the Company; or

(viii) When exceptional circumstances might adversely affect Shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription or redemption are received, the Board reserves the right to set the value of Shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible on behalf of the Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions and redemptions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single Net Asset Value in order to ensure that all Shareholders having presented requests for subscription or redemption are treated equally.

13.2 Subscribers or Shareholders requesting subscription or redemption of their Shares shall be notified by the Company on receipt of their request for subscription or redemption.

13.3 Suspended subscriptions and redemptions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends.

13.4 Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue and redemption of Shares of any other Class or of any other relevant Sub-Fund(s).

Title III. Administration & Supervision

Art. 14. Composition of the Board of Directors of the Company.

14.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) Directors who need not be Shareholders of the Company. The members of the Board shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be eligible for re-appointment.

14.2 Where a legal person is appointed as a director, it must designate a natural person as permanent representative who will represent the legal entity as member of the Board in accordance with article 51 bis of the 1915 Law.

14.3 The Directors shall be elected by the general meeting of the Shareholders of the Company (the «General Meeting»). The General Meeting shall also determine the number of Directors and the term of their office. A Director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

14.4 In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may appoint, by majority vote, a Director to fill the vacancy until the next General Meeting.

The ratification of the appointment of a new Director by the remaining Directors will be made at the next General Meeting.

Art. 15. Power of the Board of Directors of the Company.

15.1 All powers not expressly reserved by the 1915 Law, the 2007 Law, laws of public order or by these Articles to the General Meeting fall within the powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform, in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law, the laws of public order and these Articles, any and all acts of administration and disposition in the Company's interests including but not limited to:

- (i) To direct the formulation of investment policies and strategies for the Company;
- (ii) To investigate, select, negotiate, structure, purchase, invest in, hold, pledge, exchange, transfer and sell or otherwise dispose of an investment in the Company or in any of its Sub-Fund (an «Investment»);
- (iii) To monitor the performance of an Investment, to exercise all rights, powers, privileges and other incidents of ownership or possession with respect to Investments and to take whatever action, including decisive steps relating to the capital stock or other investments as may be necessary or advisable as determined by the Board in its sole and absolute discretion within the limits set forth by the 2007 Law, the present Articles and the Investment Memorandum;
- (iv) To create Sub-Funds in connection with the Company's purposes;
- (v) To enter into any kind of activity and to enter into, perform and carry out contracts / agreements of any kind necessary to, in connection with, or incidental to the accomplishment of the purposes of the Company including, without limitation, the subscriptions agreements or side letters with any Shareholder;
- (vi) To open, maintain and close bank accounts and draw checks or to give other order for the payment of money and open, maintain and close brokerage, money market and similar accounts;
- (vii) To employ, engage and dismiss (with or without cause), on behalf of the Company, any person;
- (viii) To hire, for usual and customary payments and expenses, consultants, brokers, attorneys, accountants and such other agent to act for and on behalf of the Company;
- (ix) To purchase insurance policies on behalf of the Company, including for Director and officer liability and other liabilities;
- (x) To pay all fees and expenses of the Company and of the Board in accordance with the Investment Memorandum;
- (xi) To cause the Company to borrow money from any person under the conditions provided in the Investment Memorandum;
- (xii) To cause the Company to guarantee loans and other debt obligations of Sub-Funds of the Company or to provide interest financing to a Sub-Fund of the Company;
- (xiii) To decide on the issue of any kind of securities (bonds, etc.) and share redemption pursuant to the Investment Memorandum and the applicable laws;
- (xiv) To enter into, terminate or approve any modifications or amendments of, any service or management agreement with a management company, a custodian and any other service providers as it determines necessary from time to time.

15.2 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment objectives, policies and strategies of the Company, (ii) the hedging strategy, if any, to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and as well as (iii) the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Investment Memorandum and in compliance with any applicable laws and regulations.

15.3 The Board may appoint a Portfolio Manager, investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents as required for the affairs and management of the Company. The appointed officers or agents shall

be entrusted with the powers and duties conferred to them by the Board. The Board will determine any such officers» or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation or services and any other relevant conditions of their representations / agencies / services. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company.

Art. 16. Delegation of powers.

16.1 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, or a Director or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

16.2 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a Director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as Director of the board. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of any such entity.

16.3 The Board is also authorized to appoint a person, either Director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 17. Meeting of the Board of Directors of the Company.

17.1 The Board shall appoint a chairman (the «Chairman») among its members and may choose a secretary, who need not be a Director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other members of the Board will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

17.2 The Board shall meet upon call by the Chairman or any two (2) Directors at the place indicated in the notice of meeting.

17.3 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the Directors at least forty-eight (48) hours in advance of the date set for such meeting except in circumstance of emergency in which case the nature of such circumstance shall be set in the notice of the meeting.

17.4 No such written notice is required if all the Directors are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each Director. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

17.5 Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another Director as his or her proxy.

17.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members are present or represented. A Director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two Directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted by the 1915 Law. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

17.7 In case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

17.8 Any Director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in the Grand Duchy of Luxembourg.

17.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each Director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the Board of Directors of the Company.

18.1 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman and another Director or a Director who presided at such meeting and another director.

18.2 Copies or extracts of such minutes may be produced in judicial proceedings or otherwise.

Art. 19. Representation of the Company. The Company shall be bound toward third parties by the joint signatures of two (2) Directors or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Board in accordance with article 16 but within the limit of such powers.

Art. 20. Indemnifications.

20.1 The Company will indemnify the Directors against claims, liabilities, costs, damages, costs and expenses, including legal fees, reasonably incurred by them by reason of their activities on behalf of the Company as long as such indemnification

shall not apply in cases of fraud, wilful misconduct, serious negligence, criminal offence and when such activities are within the scope of the purposes of the Company.

20.2 The word «claim», «action», «suit» or «proceeding» shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words «liability» and «expense» shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities. No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer in case of harmful misconduct, gross negligence, serious, reckless or manifest error, disregard of the duties involved in the conduct of his office.

Art. 21. Conflict of Interest.

21.1 No contract or other transaction entered into on arm's length directly or indirectly by the Company shall be affected or invalidated by the fact that a Director is interested in, or is a director, associate, officer or employee of the counterpart of such contract or transaction.

21.2 Any Director who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business concluded at arm's length.

21.3 Save for what is provided in article 21.1 and 21.2, in the event that any Director may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding General Meeting.

Art. 22. Auditor.

22.1 The accounting data set out in the annual report of the Company shall be examined by one authorised independent auditor appointed by the General Meeting and is remunerated by the Company.

22.2 The authorised independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. Shareholders

Art. 23. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.

23.1 The Company may have a sole Shareholder when all of its Shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

23.2 If there is only one (1) Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

23.3 In case of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

23.4 Any general meeting shall be convened by the Board by means of convening notice sent to each registered Shareholder in compliance with the 1915 Law. It must be convened following the request of Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital. In case all the Shareholders are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

23.5 Each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of Shareholders they relate to.

23.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders» meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxyholder who need not to be a Shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

23.7 The Shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

23.8 Unless otherwise provided by 1915 Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

23.9 An extraordinary general meeting of Shareholders convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half (1/2) of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the 1915 Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and

the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third (2/3) majority of the votes cast.

23.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Art. 24. Annual and other meetings of shareholders.

24.1 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the 3rd Tuesday of April of each year, at 11:00 pm (Luxembourg time) and if such day is not a Business Day on the preceding Business Day and for the first time on April 19th 2016.

24.2 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting setting forth the agenda sent at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the Register.

24.3 The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them.

24.4 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and can be produced in court.

Art. 25. General meetings of shareholders in a Sub-Fund or in a Class of shares.

25.1 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, a general meeting to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Funds.

25.2 The Shareholders of any Class in respect of any Class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

25.3 Article 23 and article 24 apply to such meetings unless the context requires otherwise.

Art. 26. Dissolution and Liquidation.

26.1 The dissolution of the Company will be decided in compliance with the 2007 Law and the 1915 Law.

26.2 At the proposal of the Board and unless otherwise provided by law and the Articles, the Company may be dissolved prior to the end of its term by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles, and subject to the approval of the Board.

26.3 In particular, the Board shall submit to the general meeting of the Shareholders the dissolution of the Company when all investments of the Company have been disposed of or liquidated.

26.4 Whenever the share capital falls below two-thirds of the subscribed capital increased by the share premium, if any, indicated in article 5 of the Articles, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes, which for the avoidance of doubt shall not include abstention, nil vote and blank ballot paper.

26.5 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the subscribed capital increased by the share premium, if any, falls below one-fourth of the subscribed capital increased by the share premium, if any, set by article 5 of the Articles; in such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the Shares represented and validly cast at the meeting.

26.6 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the subscribed capital increased by the share premium, if any, have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be, or they have fallen below the amount as indicated in the 2007 Law.

26.7 Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

26.8 Upon the termination of the Company, the assets of the Company will be liquidated in an orderly manner and all investments or the proceeds from the liquidation of investments will be distributed to the Shareholders in proportion to their holding of Shares.

Art. 27. Dissolution of Sub-Funds.

27.1 In the event that, for any reason whatsoever the value of the net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased below such an amount considered by the Board as the minimum level under which the Class and/or the Sub-Fund may no longer operate in an economic efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such Class and/or Sub-Fund should have negative consequences on the investment of such Class and/or Sub-Fund, the Board may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund. Such redemption will be made at the net asset value applicable on the day on which all assets attributable to such Sub-Fund have been realised. The decision of the Board will be published (either in newspapers to be determined by the Board or by way of a notice sent to the Shareholders at their

addresses indicated in the Register) prior to the effective date of the compulsory redemption and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of the compulsory redemption operations.

27.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such Shareholders, upon proposal from the Board, redeem all the Shares of the relevant Class or Classes and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

27.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian in accordance with Luxembourg law and regulations; after such period, the assets will be deposited with the «Caisse de Consignations» on behalf of the persons entitled thereto.

27.4 All redeemed Shares shall be cancelled.

27.5 The liquidation procedure will be verified by the Auditor of the Company as part of its audit of the annual report. The annual report must refer to the liquidation decision and describe the progress of the liquidation.

Art. 28. Financial year. The financial year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 29. Distributions.

29.1 Except as otherwise mentioned in the relevant Appendix, it is not envisaged that any income or gains derived from the Sub-Funds» investments be distributed by way of dividends. However, in case it is specified in the relevant Appendix, the general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund (for any Class of Shares entitled to distributions) shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of and may from time to time declare, or authorize the Board to declare, distributions.

29.2 For any Class of Shares entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

29.3 Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the Register. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

29.4 For each Sub-Fund or Class of Shares, the Board may decide on the payment of interim dividends in compliance with legal requirements.

29.5 The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

29.6 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

29.7 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 30. Custodian.

30.1 To the extent required by the 2007 Law, the Company shall enter into a custodian agreement with a banking or savings institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

30.2 The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

30.3 If the Custodian desires to retire, the Board shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Custodian. The Board may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Severability. The invalidity, illegality or unenforceability of any provisions of these Articles shall not affect the validity of these Articles. However, the invalid, illegal or unenforceable provision(s) will be replaced by valid, legal and enforceable similar provision(s) which best reflect the Shareholders' intention.

Art. 33. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of formation of the Company and shall terminate on the 31 December 2015.

The first annual general meeting of Shareholders shall be held in 2016.
The first annual report of the Company will be dated 31 December 2015.

Subscription and Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed Founding Shares
Mr Jean-François FELIX	31 Founding Shares
TOTAL:	31 Founding Shares

Upon incorporation, the Founding Shares were fully paid-up in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately six thousand euro.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

(1) The registered office of the Company shall be at 12 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(2) The following are elected as Directors for a period of six (6) years ending on the date of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2021:

CHAIRMAN

- Mr Jean-François FELIX, company director, born on 24 October 1969 in Commercy, France, with professional address at avenue de La Motte Picquet, 50, 75015 Paris, France.

MEMBERS

- Mr David LUKSENBURG, company director, born in Liège, Belgium on 28 January 1981, with professional address at Place de Strasbourg, 2, L-2562 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Oussama TAKLA, company director, born in Beyrouth, Lebanon on 05 October 1972, with professional address at rue Saint Gilles, 7 bis, 75003 Paris, France.

(3) The independent auditor of the Company shall be Artémis Audit & Advisory, société à responsabilité limitée having its registered office at boulevard Royal, 25A, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce of Companies of Luxembourg under number B 166.716. The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the annual accounts as of December 31, 2015.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to proxy holder of the appearing person, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us notary the present deed.

Signé: D. LUKSENBURG, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 août 2015. Relation: EAC/2015/20104. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015150584/873.

(150164649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Just Arrived S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 77-79, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 118.088.

Extrait de la cession de parts du 7 septembre 2015

Suite à la convention de cession de parts sociales de la société ayant eu lieu en date du 7 septembre, la Gérance souhaite informer, toute personne intéressée que le capital de la société est désormais détenu comme suit:

- 100 parts sont détenues par la société OL Investissements Sàrl, établie et ayant son siège social à 5, Beim Fuussebur à L-5364 Schrassig enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189 722.

Référence de publication: 2015150946/12.

(150165651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2015.

Kedima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 156.783.

Die berufliche Adresse des alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes Herrn Michael METTLER lautet 35, Avenue Monterey, L-2163 LUXEMBURG.

Référence de publication: 2015150951/9.

(150165361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2015.

Andromeda (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 172.408.

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société en date du 23 juillet 2015 qu'il a été décidé de nommer avec effet immédiat pour une période prenant fin avec l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016 et qui approuvera les comptes annuels relatifs à l'exercice social clos au 31 décembre 2015:

- Gueorgui Gotzev, résidant professionnellement au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme administrateur et Président du Conseil d'administration;

- Céline Kohler, résidant professionnellement au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme administrateur;

- Wei Zhang, résidant professionnellement au 1-3 Millewee, L-7257 Helmsange, Grand-Duché de Luxembourg, comme administrateur; et

- Fiduciaire Scherer S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois ayant son siège social situé au 1-3 Millewee, L-7257 Helmsange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70802 en qualité de commissaire aux comptes de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 septembre 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015151264/24.

(150166001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2015.

S.M.R. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 56, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 101.651.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 11/09/2015.

Référence de publication: 2015152478/10.

(150167319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Sadens Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 174.207.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Pour: Sadenso Luxembourg S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015152479/14.

(150166880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Searchlight BMS II (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.408.548,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 193.551.

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of August

Before us Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SCP II Holdings (Lux) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 193.512,

duly represented by Mr. Stéphane Joly-Meunier, lawyer, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a duly given proxy under private seal.

The proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder (the "Shareholder") of Searchlight BMS II (Lux) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' register under registration number B 193551, incorporated pursuant to a deed of Maître, Henri Hellinckx notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 18 February 2015 under number 444 (hereafter the "Company").

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1) Creation of a new class of shares to be named "Class B Tracker Shares"

2) Increase of the Company's share capital by an amount of two million sixty-four thousand eight hundred forty-eight euro (EUR 2,064,848), in order to bring it from its current amount of one million three hundred forty-three thousand seven hundred euro (EUR 1,343,700) up to a new amount of three million four hundred eight thousand five hundred forty-eight euro (EUR 3,408,548) through the issuance of two million sixty-four thousand eight hundred and forty-eight (2,064,848) Class B Tracker Shares;

3) Decision to restate article 5.1 and article 23.2 of the articles of association of the Company; and

4) Miscellaneous.

Then the Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to create a new class of shares to be denominated "class B Tracker Shares".

Second resolution

The Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of two million sixty-four thousand eight hundred forty-eight euro (EUR 2,064,848), in order to bring it from its current amount of one million three hundred forty-three thousand seven hundred euro (EUR 1,343,700) up to a new amount of three million four hundred eight thousand five hundred forty-eight euro (EUR 3,408,548) through the issuance of two million sixty-four thousand eight hundred and forty-eight (2,064,848) new Class B Tracker Shares having a par value of one Euro (EUR 1) each. The Shareholder further resolves to approve and to record the subscription of the newly issued shares by SCP III Holdings (Lux) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 197.971 ("SCP III Holdings").

Intervention subscription and payment

Then intervenes:

SCP III Holdings, prenamed,

here represented by Mr. Stéphane Joly-Meunier, prenamed, by virtue of a duly given proxy under private seal, who declares to subscribe for two million sixty-four thousand eight hundred and forty-eight (2,064,848) new Class B Tracker Shares with a par value of one Euro (EUR 1) each at an aggregate subscription price of two million sixty-four thousand eight hundred and forty-eight euro (EUR 2,064,848) to be allocated to the share capital of the Company.

All the new shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of two million sixty-four thousand eight hundred and forty-eight euro (EUR 2,064,848) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The aforesaid proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Following the previous resolutions, the new shareholder, as represented here above, appears herewith the existing shareholder in order to deliberate and vote on the following remaining resolution:

Third Resolution

The shareholders resolve to fully restate article 5.1 and article 23.2 of the Company's articles of association (the "Articles"). Article 5.1 of the Articles shall henceforth read as follows:

" Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's share capital is set at three million four hundred eight thousand five hundred forty-eight euro (EUR 3,408,548), divided into one million three hundred forty-three thousand seven hundred (1,343,700) class A tracker shares (the "Class A Tracker Shares") and two million sixty-four thousand eight hundred and forty-eight (2,064,848) class B tracker shares (the "Class B Tracker Shares");

The Company may also create and issue from time to time subject to and in accordance with the law additional classes of tracker shares, as well as additional Class A Tracker Shares and additional Class B Tracker Shares, all in registered form and each having a nominal value of one Euro (EUR 1) (collectively the "Shares", and individually a "Share") which will track the performance and returns of such underlying investment as is specified at the time of issue.

The Class A Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of SCP OCN Acquisition Lux S.à r.l, and the Class B Tracker Shares shall track the performance and return of the Company's direct investment in the share capital of SCP WRN Acquisition Lux S.à r.l."

Article 23.2 of the Articles shall henceforth read as follows:

" Art. 23. Allocation of profits and distributions.

23.2. After the allocation of any profits to the statutory reserve account as provided for in Article 23.1 above, and subject to any mandatory provisions of the Law, all further profits shall be distributed and paid as follows:

(i) the holders of the Shares of each class, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each of them in respect of their Shares, shall be entitled to a dividend equal to (a) any proceeds and income derived by the Company (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) from its direct investment in the assets acquired with the proceeds of the subscription for the Shares of such class, minus (b) any costs directly related to such investment, items (a) and (b) to be determined by the Board (a Class Net Income);

(ii) for the avoidance of doubt, the holders of the Class A Tracker Shares at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class A Tracker Shares in respect of such shares, shall be entitled to (a) any proceeds and income derived by the Company (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) from its direct investment in the share capital of SCP OCN Acquisition Lux S.à r.l. (Class A Investment Net Income), minus (b) any costs directly related to the Class A Investment Net Income, items (a) and (b) to be determined by the Board;

(iii) for the avoidance of doubt, the holders of the Class B Tracker Shares at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class B Tracker Shares in respect of such shares, shall be entitled to (a) any proceeds and income derived by the Company (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) from its direct investment in the share capital of SCP WRN Acquisition Lux S.à r.l. (Class B Investment Net Income), minus (b) any costs directly related to the Class B Investment Net Income, items (a) and (b) to be determined by the Board;

(iv) for the avoidance of doubt, the same principle shall apply to the holders of any future class of tracker shares issued by the Company;

(v) the general meeting of the Shareholders has discretionary power to carry forward all other unassigned profit, failing which such profit will be allocated between the different classes of Shares in proportion of all Shares outstanding."

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the representative of the persons appearing, known to the notary by name, first name and residence, the said representative signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-neuvième jour du mois d'août.

Par-devant nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

SCP II Holdings (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.512,

dûment représentée par Mr. Stéphane Joly-Meunier, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique (l'«Associé»), de Searchlight BMS II (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.551, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 17 Décembre 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 18 février 2015 sous le numéro 444 (ci-après la «Société»)

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social déclare avoir renoncé à toute condition de préavis et peut valablement délibérer sur tous les points de l'agenda suivant:

Agenda

1. Création d'une nouvelle classe de parts sociales nommée «Parts Sociales Traçantes de Classe B».

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit euros (EUR 2.064.848), afin de le porter de son montant actuel d'un million trois cent quarante-trois mille sept cents euros (EUR 1.343.700) à un nouvel montant de trois millions quatre cent huit mille cinq cent quarante-huit euros (EUR 3.408.548) par l'émission de deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit (2.064.848) Parts Sociales Traçantes de Classe B;

3. Refonte totale de l'article 5.1 et de l'article 23.2 des statuts de la Société; et

4. Divers.

L'Associé prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide de créer une nouvelle classe de parts sociales dénommée «Parts Sociales Traçantes de Classe B»;

Deuxième Résolution

L'Associé décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit euros (EUR 2.064.848), afin de le porter de son montant actuel d'un million trois cent quarante-trois mille sept cents euros (EUR 1.343.700) à un nouvel montant de trois millions quatre cent huit mille cinq cent quarante-huit euros (EUR 3.408.548) par l'émission de deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit (2.064.848) Parts Sociales Traçantes de Classe B, ayant une valeur nominale de 1 euro (EUR 1) chacune. L'Associé décide en outre d'approuver et d'enregistrer la souscription des actions nouvellement émises par SCP III Holdings (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.971 («SCP III Holdings»)

Intervention souscription et paiement

Puis Intervient:

SCP III Holdings, dénommée, ici représentée par M. Stéphane Joly-Meunier, prénommé, en vertu d'une procuration dûment donnée sous seing privé, qui déclare souscrire deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit (2.064.848) nouvelles Parts Sociales Traçantes de Classe B ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, avec un prix de souscription total des parts sociales de deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit euros (EUR 2.064.848) qui sera alloué au capital social de la Société.

Toutes les nouvelles parts sociales ont été intégralement payées en espèces pour un montant total de deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit euros (EUR 2.064.848) à l'encontre de la Société, dont la preuve a été fournie au notaire soussigné.

La procuration susmentionnée, après être signée ne varietur par le représentant et le notaire soussigné restera annexée au présent acte afin d'être déposé auprès des autorités d'enregistrement.

Suivant les résolutions précédentes, le nouveau associé, comme représenté ci-dessus apparaît conjointement avec l'associé existant en vue délibérer et voter les résolutions suivantes:

Troisième Résolution

Les Associés décident de procéder à une refonte totale de l'article 5.1 et de l'article 23.2 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

L'article 5.1 se lit comme suit:

« Art. 5. Capital social.

5.1. La Société a un capital social de trois millions quatre cent huit mille cinq cent quarante-huit euros (EUR 3.408.548) représenté par un million trois cent quarante-trois mille sept cents (1.343.700) parts sociales traçantes de classe A (les «Parts Sociales Traçantes de Classe A») et deux millions soixante-quatre mille huit cent quarante-huit (2.064.848) parts sociales traçantes de classe B (les «Parts Sociales Traçantes de Classe B»);

La Société peut aussi créer et émettre de temps à autre, sous réserve de et conformément à la Loi des parts sociales traçantes de classe supplémentaires et aussi des Parts Sociales Traçantes de Classe A supplémentaires chacun ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) (collectivement les «Parts Sociales», et individuellement une «Part Sociale»), qui traceront la performance et le rendement d'un investissement sous-jacent de la Société tel que spécifié au moment de l'émission.

Les Parts Sociales Traçantes de Classe A traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de SCP OCN Acquisition Lux S.à r.l. et les Parts Sociales Traçantes de Classe B traceront la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans le capital social de SCP WRN Acquisition Lux S.à r.l.

L'article 23.2 se lit comme suit:

« Art. 23. Affectation des bénéfices.

23.2. Après affectation des bénéfices à la réserve requise par l'article 23.1. ci-dessus, et sous réserve de toutes autres dispositions impératives de la Loi, tous les bénéfices restants seront affectés de la manière suivante:

(i) les détenteurs des Parts Sociales de chaque classe, proportionnellement au capital investi (valeur nominale et, selon les circonstances, prime d'émission) par chacun d'eux en ce qui concerne leurs Parts Sociales, auront droit à un dividende équivalent à (a) tous produits et revenu dérivés de la société (en ce compris, notamment, les dividendes, plus-values, bonis liquidation, produits des ventes et tout autre produits et revenus) de l'investissement direct par la Société dans les capitaux acquis avec les produits de la souscription des Parts Sociales d'une telle classe, moins (b) les coûts directement en relation avec un tel investissement, les points (a) et (b) devant être déterminés par le Conseil (le «Revenu Net de la Classe»);

(ii) Afin d'éviter tout doute, les détenteurs des Parts Sociales Traçantes de Classe A au moment d'une telle distribution, proportionnellement à leur capital investi (valeur nominale et, selon les circonstances, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçantes de Classe A en ce qui concerne de telles parts sociales, auront droit à (a) tous produits et revenu dérivés de la société (en ce compris, notamment, les dividendes, plus-values, bonis liquidation, produits des ventes et tout autre produits et revenus) de l'investissement direct par la Société dans le capital social de SCP OCN Acquisition Lux S.à r.l. (le «Revenu Net d'Investissement de Classe A»), moins (b) les coûts directement en relation avec ce Revenu Net d'Investissement de Classe A, les points (a) et (b) devant être déterminés par le Conseil;

(iii) Afin d'éviter tout doute, les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe B au moment d'une telle distribution, proportionnellement à leur capital investi (valeur nominale et, selon les circonstances, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçantes de Classe B en ce qui concerne de telles parts sociales, auront droit à (a) tous produits et revenu dérivés de la société (en ce compris, notamment, les dividendes, plus-values, bonis liquidation, produits des ventes et tout autre produits et revenus) de l'investissement direct par la Société dans le capital social de SCP WRN Acquisition Lux S.à r.l. (le «Revenu Net d'Investissement de Classe B»), moins (b) les coûts directement en relation avec ce Revenu Net d'Investissement de Classe A, les points (a) et (b) devant être déterminés par le Conseil;

(iv) Afin d'éviter tout doute, le même principe s'appliquera aux détenteurs de toute future classe de parts sociales traçante qui serait émise par la Société; et

(v) l'assemblée générale des Associés a le pouvoir discrétionnaire de reporter tous les autres bénéfices non affectés, faute de quoi ces bénéfices seront affectés aux différentes classes de Parts Sociales proportionnellement à toutes les Parts Sociales en circulation».

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande des comparantes que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu à la personne au mandataire des comparants connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Joly-Meunier, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 août 2015. Relation: EAC/2015/19400. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015152483/221.

(150167066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Sevens Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 158.743.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2014 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2014 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 8. September 2015.

Für die Sevens Investment S.à r.l.

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2015152484/13.

(150167324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

SimonsVoss Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 578.875,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 153.255.

In the year two thousand and fifteen, on the second of September.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

HgCapital 6 Nominees Limited, a company registered in England and Wales, with registered office at 2, More London Riverside, SE1 2AP London, United Kingdom and registered under number 9092951 ("the Sole Shareholder"),

hereby represented by Mrs Monique Drauth, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has declared and requested the undersigned notary to record the following:

- That the Company SimonsVoss Luxco S.à r.l. (hereafter referred to as the "Company"), a "Société à responsabilité limitée", established at 7A Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 153255, incorporated under the name Bluesky AcquisitionCo S.à r.l. by deed of Maître Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, on May 18, 2010, published in the Luxembourg Memorial C number 1448 on July 15, 2010 and whose Articles of Incorporation were for the last time modified by Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-Les-Bains, by a deed on August 10, 2012, published in the Luxembourg Memorial C number 2324 on September 18, 2012.

- That the capital of the Company is fixed at five hundred seventy-eight thousand eight hundred seventy-five euro (EUR 578,875.-) divided into five hundred seventy-eight thousand eight hundred seventy-five (578,875) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

- That the agenda of the present Extraordinary General Meeting is the following:

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation);
2. Appointment of Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company with registered office at 5, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg as liquidator (the "Liquidator");
3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company; and
4. Miscellaneous.

The Sole Shareholder passes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to appoint Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., a “société à responsabilité limitée”, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 142389, as liquidator (the “Liquidator”).

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the “Law”).

The Sole Shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed this original deed with us, the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois de septembre,

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

HgCapital 6 Nominees Limited, une société immatriculée en Angleterre et aux Pays de Galles, ayant son siège social au 2, More London Riverside, SE1 2AP Londres, Royaume-Uni, et immatriculée sous le numéro 9092951 (l'Associé Unique),

Ici représentée par Madame Monique Drauth, clerc de notaire, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte, aux fins d'enregistrement

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- que la partie comparante est l'associé unique de la Société à Responsabilité Limitée SimonsVoss Luxco S.à r.l. (la “Société”), ayant son siège social au 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 153255, constituée sous la dénomination Bluesky AcquisitonCo S.à r.l. suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 mai 2010, publié au Mémorial C numéro 1448 du 15 juillet 2010 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, le 10 août 2012, publié au Mémorial C numéro 2324 du 18 septembre 2012.

- Que le capital social est fixé à cinq cent soixante-dix-huit mille huit cent soixante-quinze euros (EUR 578.875,-) représenté par à cinq cent soixante-dix-huit mille huit cent soixante-quinze (578.875) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

- Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire);
2. Nomination de Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., une Société à Responsabilité Limitée de droit luxembourgeois ayant son siège au 5, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, en tant que liquidateur (le “Liquidateur”);
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;

4. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Seconde résolution:

L'Associé Unique décide de nommer Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142389, en tant que liquidateur (le "Liquidateur").

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

L'Associé Unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Associé Unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Associé Unique décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des avances sur le solde de liquidation à l'Associé Unique de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en en-tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée du présent acte à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 4 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/28324. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152486/122.

(150166793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

REA Group European Production Center, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.539.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 11/09/2015.

Référence de publication: 2015152460/10.

(150167290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Kronospan Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4902 Sanem, Zone Industrielle Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 46.483.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Kronospan Luxembourg S.A.
Référence de publication: 2015152275/11.
(150167531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

L.C.C., Luxemburg Catering Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5570 Remich, 53, route de Stadtbredimus.
R.C.S. Luxembourg B 63.351.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Ehnen, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152276/10.
(150167453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

McWane Luxembourg Technology, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 157.982.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 21 août 2015.
Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire

Référence de publication: 2015152321/13.
(150167223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

LBI Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 184.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Septembre 2015.
LBI Luxembourg Holdings S.à r.l.
Patrick L.C. van Denzen
Gérant A

Référence de publication: 2015152302/13.
(150167495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

**Cityhold UK Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l.).**

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 195.059.

In the year two thousand and fifteen, on seventh day of September,
before us Me Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

ND Properties Inc., a company governed by the laws of Delaware, with registered office at Corporation Service Company, 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, United States of America and registered with the Delaware Register of Companies under number 22.397.748.100 (the "Shareholder"),

Hereby represented by Alexandre KOCH, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of thirteen pounds sterling (GBP 13,000) with registered office at 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Me Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, of 12 January 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 17 April 2015 under number 1022 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 195059 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed dated 25 August, not yet published in published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To change the name of the Company from Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l. to Cityhold UK Holding S.à r.l.

2 To amend the article 4 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolution.

3 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to change the name of the Company from "Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l." to "Cityhold UK Holding S.à r.l."

Second resolution

The Shareholder resolved to amend the article 4 of the articles of association of the Company which shall from now on read as follows:

“ **Art. 4.** The company will assume the name of:

“Cityhold UK Holding S.à r.l.” a private limited liability company.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred euro (EUR 1,100,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le septième jour du mois de septembre,

Par-devant nous Me Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand Duché de Luxembourg,

A comparu:

ND Properties Inc., une société par les lois du Delaware, ayant son siège social Corporation Service Company, 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée au Registre des Sociétés du Delaware sous le numéro 22.397.748.100 (l' «Associé»),

représentée aux fins des présentes par Alexandre KOCH, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée sous seing privée.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de treize mille livres sterling (GBP 13.000,-), dont le siège social est au 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Me Francis Kessler, notaire de résidence d'Esch-sur-Alzette en date du 12 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 17 avril 2015 sous le numéro 1022 et enregistrée au près du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 195059 (la «Société»). Les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

141112

Ordre du jour

1 Changement de nom de la Société de Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l. à Cityhold UK Holding S.à r.l.

1 Modification de l'article 4 des statuts de la Société afin de refléter la résolution ci-dessous.

2 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de changer le nom de la Société de «Luxembourg Investment Company 42 S.à r.l.» à «Cityhold UK Holding S.à r.l.».

Seconde résolution

L'Associé a décidé de modifier l'article 4 des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 4.** La société prend la dénomination de:

«Cityhold UK Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: A. KOCH, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 09 septembre 2015. Relation: DAC/2015/14637. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur ff. (signé): RODENBOUR.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152296/97.

(150167182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

GKfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4916 Bascharage, 25, rue Guillaume Serrig.

R.C.S. Luxembourg B 52.822.

L'an deux mille quinze, le quatre septembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «GK FIN S.A.», ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 52822, constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date 26 octobre 1995, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 22 du 12 janvier 1996, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 29 octobre 2009, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 2401 du 9 décembre 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Gary KNEIP, ingénieur diplômé, demeurant à Bascharage, qui assume également la fonction de scrutateur.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Annick BRAQUET, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social, étant représentées à la présente assemblée, il a put être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- 1.- Transfert du siège social à L-4916 Bascharage, rue Guillaume Serrig, 25.
- 2.- Modification afférente de l'article 2 des statuts.
- 3.- Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de Luxembourg à L-4916 Bascharage, 25, rue Guillaume Serrig.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège de la société est établi à Bascharage.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. KNEIP, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 9 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/28750. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152160/50.

(150167442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

GLBH Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 126.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/09/2015.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015152162/12.

(150167126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Global Logistics Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015152165/10.

(150166659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Guineu Inversio S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 22.992.825,00.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 38.932.

L'an deux mille quinze, le sept septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société GUINEU INVERSIO S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1368 Luxembourg, 40 rue du Curé, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 38.932, constituée suivant acte reçu par Maître Camille HELLINCKX, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 12 décembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 227 du 29 mai 1992, et dont les statuts ont été modifiés, en dernier lieu, suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 31 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1940 du 9 août 2013,

ayant un capital social de EUR 22'992'825 (vingt-deux millions neuf-cent-quatre-vingt-douze mille huit-cent-vingt-cinq euros) divisé en neuf-cent-dix-neuf mille sept-cent-treize (919'713) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25).

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sandra PASTI, demeurant professionnellement à L-1368 Luxembourg, 40 rue du Curé.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Alexandra DA SILVA, demeurant professionnellement à L-1368 Luxembourg, 40 rue du Curé.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Alexandra DA SILVA, demeurant professionnellement à L-1368 Luxembourg, 40 rue du Curé.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation du projet de fusion par absorption de la société GUINEU INVERSIO S.A. par la société absorbante VENTOS S.A., tel que ce projet de fusion du 27 juillet 2015 a été publié au Mémorial C numéro 1970 du 5 août 2015, décision de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} juillet 2015;

2. Décharge pleine et entière accordée aux administrateurs et au Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société;

3. Désignation du lieu où seront conservés les documents sociaux de la Société pendant le délai légal;

4. Constatation de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

5. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il appert de la liste de présence que les actionnaires représentant l'intégralité du capital social sont présents ou représentés à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut se tenir sans convocations préalables.

IV.- Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées, à savoir:

a) Publication du projet de fusion établi le 27 juillet 2015 par les Conseils d'Administration des sociétés qui fusionnent, le 5 août 2015, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

b) Confirmation de la renonciation de tous les actionnaires au rapport de l'expert indépendant en application de l'article 266 (5) de la loi sur les sociétés commerciales.

c) Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois au moins avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents pendant le délai légal au siège social de la société restera annexée au présent procès-verbal.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver sans réserve la fusion entre la société absorbée GUINEU INVERSIO S.A. par la société absorbante VENTOS S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 49346, tel que ce projet de fusion du 27 juillet 2015 a été publié au Mémorial C numéro 1970 du 5 août 2015, décision de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} juillet 2015.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer tous les actifs et passifs, sans exception ni réserve de la société absorbée GUINEU INVERSIO S.A. à la société absorbante VENTOS S.A., avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Les actions à émettre en rémunération de l'apport de l'universalité des actifs et des passifs de la présente société GUINEU INVERSIO S.A. seront attribuées directement aux actionnaires de la société GUINEU INVERSIO S.A., au prorata de leur participation actuelle dans la société.

Il résulte que le rapport d'échange est fixé comme suit: neuf-cent-dix-neuf mille sept-cent-treize (919'713) actions de la société absorbée contre 1'234'285 (un million deux-cent-trente-quatre mille deux-cent-quatre-vingt-cinq) actions de la société absorbante.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner pleine et entière décharge aux administrateurs et au Réviseur d'Entreprises Agréé de la société absorbée pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Quatrième résolution

L'assemblée décide que la société GUINEU INVERSIO S.A. est dissoute sans liquidation, tous les actifs et passifs de la société absorbée étant transmis à titre universel à la société absorbante, la société VENTOS S.A.

Constatant que lors d'une assemblée générale extraordinaire de ce jour les actionnaires de la société absorbante ont également approuvé le projet de fusion et que la fusion est par conséquent définitivement réalisée, l'assemblée décide que tous les documents et archives de la société absorbée seront conservés au siège de la société absorbante et que tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes pour requérir la radiation de l'inscription de la société absorbée.

Déclaration

Conformément aux dispositions de l'article 271, alinéa 2 de la loi sur les sociétés commerciales, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et attesté l'existence et la légalité des actes et formalités ayant incombé à la société en vue de la fusion opérée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 3.200,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Sandra PASTI, Alexandra DA SILVA, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 septembre 2015. Relation GAC/2015/7618. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015152172/104.

(150167409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

AI Perfume International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 180.504.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth of August.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

“Advent International GPE VII Limited Partnership”, a limited partnership organized under the laws of the State of Delaware, whose registered office is at C/o Advent International Corporation, 75 State Street, 29th Floor, Boston MA 02109, United States of America, (the “Principal”),

represented by Ms. Nadia WEYRICH, employee, professionally residing in Belvaux, Luxembourg (the “Proxy”) acting as a special proxy of by virtue of a proxy under private seal given on 25 August 2015, which, after having been signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The proxy, acting in the said capacity, has requested the notary to state:

I. - That AI Perfume International S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 rue Beck, L1222 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 180.504, has been incorporated by a deed of the undersigned notary on 23 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 13 November 2013, number 2846, page 136586. The articles of incorporation have not been amended.

II. - That the subscribed share capital of AI Perfume International S.à r.l. amounts currently twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of one euro (EUR 1.-) each.

III. - That the Principal declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standings of AI Perfume International S.à r.l. (the “Company”).

IV. - That the Principal holds all the shares of the Company and that as a sole shareholder declares explicitly to proceed with the dissolution of the Company.

V. - That the Principal, being sole owner of the shares and liquidator of the Company, declares:

- that all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for;
- regarding eventual liabilities presently unknown to the Company and not paid to date, that it will irrevocably assume the obligation to pay for such liabilities;
- that all assets have been realised, that all assets have become the property of the sole shareholder; with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed;

VI. - That the shareholder's register of the Company has been cancelled.

VII. - That the Principal fully discharges the managers for their mandate up to this date.

VIII. - That the records and documents of the Company will be kept for a period of five (5) years at the offices of the dissolved Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Belvaux, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, records that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of discrepancy between the English and the French text, the English text will prevail.

The document after having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-huit août.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

«Advent International GPE VII Limited Partnership», un limited partnership constitué et régi sous le droit de l'Etat du Delaware, dont le siège social est au C/o Advent International Corporation, 75 State Street, 29th Floor, Boston MA 02109, USA (le «Mandant»);

représenté par Madame Nadia WEYRICH, employée, demeurant professionnellement à Belvaux, Luxembourg (le «Mandataire») agissant en sa qualité de mandataire spécial en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 25

août 2015, laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui.

Le Mandataire, agissant ès-qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. - Que la société à responsabilité limitée AI Perfume International S.à r.l. est une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 24, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.504, a été constituée suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 septembre 2013, publié au Mémorial C recueil des Sociétés et Associations en date du 13 novembre 2013, numéro 2846, page 136586. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

II. - Que le capital social de la société à responsabilité limitée AI Perfume International S.à r.l., pré-désignée, s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1.-) chacune.

III. - Que le Mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société AI Perfume International S.à r.l. (la «Société»).

IV. - Que le Mandant est le propriétaire de toutes les parts sociales de la Société et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

V. - Que le Mandant, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société, qu'en tant qu'associé unique, déclare:

- que tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;
- par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer,
- que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'associé unique; de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée.

VI. - Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des associés de la Société.

VII. - Que décharge pleine et entière est accordée à tous les gérants de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII. - Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans aux bureaux de la Société.

Dont acte, passé à Belvaux, en l'étude du notaire soussigné, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: N. WEYRICH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 1^{er} septembre 2015. Relation: EAC/2015/20292. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015151302/92.

(150166017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2015.

CLS Palisade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.634.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.155.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth of August.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CLS Luxembourg S.à r.l., a "société à responsabilité limitée", having its registered office at 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under the number B 110.163 (the "Sole Shareholder"), being the sole shareholder of CLS Palisade S.à r.l. a "société à responsabilité limitée", having its registered office at 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, having a share capital of EUR 3,634,500.- registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under the number B 125.155, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, on March 9th, 2007, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 881 of May 15th, 2007, the articles of association have been amended for the last time by a deed of Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Lu-

xembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on July 4th, 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2227 of September 11th, 2013.

hereby represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on 13 August 2015.

The said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 2 of the articles of association of the Company, which shall read as follows:

“ **Art. 2.** The Company has as its main corporate object the investment in real estate or real estate related assets, situated in Luxembourg or abroad, in order to derive income from its rental and management. This will be undertaken through acquisition, option of purchase, development and construction of real estate or by any other means. The Company may, from time to time, realise its investments in real estate by sale or any other means.

The Company may, by acquisition of holdings in whatever form or by any other type of investment or security, take part in the establishment and development of any company, registered in Luxembourg or abroad, manufacturer or commercial, having an identical, similar or related corporate purpose than the corporate purpose of the Company or which can facilitate or promote the development of the Company, as well as administer, manage, develop financially, improve, oversee and liquidate, permanently or temporarily, those interests or holdings. The Company can also give assistance to any such company as well as to any company being part of the same group of companies as the Company by means of loans, advances, guarantees, mortgages or otherwise.

Finally, the Company may carry out, both in Luxembourg and abroad, any kind of general, industrial, commercial, financial, movable or real estate operations as well as any measures of control or supervision relating directly or indirectly, in all or in part, to the fulfillment of its corporate purpose as referred to in the above 2 paragraphs, including to request financing in its favour from any Luxembourg or foreign credit institutions or from a different company or natural person by means of loans, advances, guarantees, mortgages or by any other means.”

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the last paragraph of article 9 of the articles of association of the Company, which shall read as follows:

“Resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.”

Estimated costs

The aggregate amount of costs, remunerations or expenses which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately seven hundred euro (EUR 700.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. At the request of the same appearing party it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, the said person signed, together with the notary, the present original deed.

Follows the german translation

Im Jahr zweitausendundfunfzehn am sechszwanzigsten August.

Vor Maître Léonie GRETHEN, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

CLS Luxembourg S.à r.l., eine "société à responsabilité limitée", mit eingetragenem Sitz in 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B 110.163 (der “Alleinanteilsinhaber”), alleiniger Anteilsinhaber der CLS Palisade S.à r.l., eine "société à responsabilité limitée", mit eingetragenem Sitz in 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 3,634,500.- eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B 125.155, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg,

vom 9 März 2007, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 881 vom 15. Mai 2007; die Statuten wurden zuletzt geändert gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Roger ARRENSDORFF, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 4 Juli 2013, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2227 vom 11. September 2013.

hier vertreten durch Herrn Mustafa NEZAR, Jurist, mit beruflicher Adresse Luxemburg, mittels einer privaten Vollmacht erteilt in Luxemburg am 13. August 2015.

Die genannte Vollmacht, nachdem „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei unterzeichnet sowie durch den unterzeichneten Notar wird der vorliegenden Urkunde beigelegt zum Zwecke der Eintragung.

Der Alleinanteilsinhaber fasst folgende Beschlüsse:

Esrter Beschluss

The Alleinanteilsinhaber beschließt Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

“ **Art. 2.** Der Hauptgesellschaftszweck der Gesellschaft ist die Investition in Immobilien oder in Immobilienvermögen, die sich im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland befinden, um Einkommen aus deren Vermietung oder Verwaltung zu erzielen. Dies wird durchgeführt durch den Erwerb, die Kaufoption, die Entwicklung und den Bau von Immobilien oder jegliche andere Mittel. Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit ihre Investitionen in Immobilien durch Verkauf oder jegliche andere Art und Weise erzielen.

Die Gesellschaft kann sich durch den Erwerb von Beteiligungen in welcher Form auch immer oder durch jegliche andere Art von Investition oder Wertpapier an der Gründung und Entwicklung von jeglichem im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland eingetragenen Unternehmen beteiligen; sei es letzteres ist ein Industrie- oder Handelsunternehmen, mit einem identischem, vergleichbarem oder verwandtem Gesellschaftszweck wie der Gesellschaftszweck der Gesellschaft oder eine Gesellschaft, welche die Entwicklung der Gesellschaft vereinfachen oder fördern kann, sowie jene Interessen oder Beteiligungen auch dauerhaft oder vorübergehend bewirtschaften, verwalten, finanziell entwickeln, verbessern, beaufsichtigen und liquidieren kann. Die Gesellschaft kann auch Unterstützung leisten für jedes vorgenannte Unternehmen oder Unternehmen aus der gleichen Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft und zwar mittels Darlehen, Vorschüssen, Garantien, Hypotheken oder auf andere Weise.

Des Weiteren kann die Gesellschaft im Großherzogtum von Luxemburg und im Ausland jede Art von allgemeinen, industriellen, gewerblichen, finanziellen, beweglichen oder Immobiliengeschäften durchführen, sowie jegliche Maßnahmen der Kontrolle oder Aufsicht in direktem oder indirektem, gänzlichem oder teilweise Bezug zur Erfüllung seines Gesellschaftszwecks, wie in beiden vorangehenden Absätzen enthalten, einschließlich die Finanzierungsanfrage zu seinen Gunsten bei luxemburgischen oder ausländischen Kreditinstitutionen oder anderen Unternehmen oder natürlichen Personen mittels Darlehen, Vorschüsse, Garantien, Hypotheken oder sonstige Mittel.“

Zweiter Beschluss

The Alleinanteilsinhaber beschließt, den letzten Absatz von Artikel 9 der Gesellschaftssatzung wie folgt zu ändern:

„Von allen Geschäftsführern unterzeichnete Umlaufbeschlüsse sind in der gleichen Weise gültig und bindend, als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates getroffen worden wären. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Beschlusses durch Brief, Telefax oder Telex erfolgen.“

Geschätzte Kosten

Der gesamte Betrag der Kosten, Vergütung oder Ausgaben, der der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde in Rechnung gestellt wird, wird auf etwa siebenhundert Euro (700.- EUR) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, bestimmt hiermit, dass auf Antrag der erschienenen Partei die vorliegende Urkunde in Englisch gefolgt von einer deutschen Fassung abgefasst ist. Auf Antrag dieser erschienenen Partei wird festgelegt, dass im Falle eines Unterschiedes zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung ausschlaggebend ist.

Wobei die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg an dem zu Beginn dieser Urkunde genannten Datum abgefasst wurde.

Das Dokument wurde der erschienenen Partei vorgelesen, die die Originalurkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 31 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27547. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxembourg, den 8. September 2015.

Référence de publication: 2015150773/127.

(150165483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2015.

KPI Residential Property 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 108.357.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015150960/9.

(150165192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2015.

KPI Residential Property 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 108.357.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015150961/9.

(150165213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2015.

Orkor Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 177.681.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 2 septembre 2015

1. M. Liu GUANGCAI a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 2 septembre 2015.

2. Mme. Dong YAO, administratrice de sociétés, née à Nei Mongol (Chine), le 22 décembre 1971, demeurant professionnellement à An der Welle 5, 60322 Frankfurt am Main, Allemagne, a été nommée comme gérante avec effet au 2 septembre 2015 pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 9 septembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Orkor Luxco 1 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015151036/17.

(150165474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2015.
